

COMMUNIQUE DE SUD ENERGIE

Un cinglant désaveu, un espoir pour l'avenir

Le résultat de la consultation du personnel des industries électriques et gazières est un cinglant désaveu pour les directions, le gouvernement, les Unions Patronales et les fédérations syndicales, qui ont mené les négociations sur le régime de retraites.

Pourtant les uns et les autres ont développé des moyens considérables pour «vendre» cet accord aux agents : sondages, médias, professions de foi, mails à répétition et affichage «sauvage» de la direction le jour du vote. Ils ont refusé aux partisans du NON les mêmes moyens.

Ce résultat est une victoire pour les agents qui ont compris que le relevé de conclusion qui leur était proposé ;

- modifiait l'article 24 et l'annexe 3 du statut et donc le contrat de travail,
- n'apportait aucune garantie car le texte précise que les prestations «évolueront dans le cadre de la négociation de branche, à l'initiative des partenaires sociaux ou des pouvoirs publics au regard des évolutions des régimes de retraite» c'est-à-dire dès 2003, lors des négociations engagées par le gouvernement,
- ouvrait la voie à l'ouverture du capital et donc au processus de privatisation des entreprises EDF et GDF.

Les agents ont ainsi renouvelé le message du 3 octobre, leur importante participation à la consultation et leur vote ont une nouvelle fois, montré leur détermination. Ce résultat est une victoire et un encouragement pour l'ensemble des syndicalistes qui sont restés fidèles au mandat du 3 octobre.

Les fédérations signataires, CFDT, CFE-CGC et CFTC, doivent tirer toutes les conséquences de ce scrutin et retirer leurs signatures. La CGT qui a indiqué, dès le soir du 9 octobre, qu'elle ne signerait pas doit exiger le retrait du relevé de conclusions.

Bernard Brun, Président de l'UFE a déclaré jeudi soir, qu'il comptait mettre en application le relevé de conclusions. Il ne peut en être question. Les directions, les Unions Patronales et le gouvernement doivent maintenant retirer ce texte et prendre en considération la volonté du personnel de garder son système de retraites tel qu'il est.

Toute autre position créerait les conditions d'un conflit important.

Ce résultat est également une victoire pour l'ensemble des salariés. En refusant le relevé de conclusions, les agents ont montré qu'il est possible de résister aux prétentions du gouvernement et du MEDEF sur les retraites. Il prépare ainsi les indispensables mobilisations contre les «réformes» annoncées du régime général.

Enfin, il est un appui pour tous ceux qui s'opposent à la marchandisation des services publics.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui se sont opposés à ce relevé de conclusions à se retrouver, à s'organiser, afin de préparer les mobilisations pour défendre notre système de retraite, contre l'ouverture du capital et la privatisation des entreprises, pour l'avenir et le développement du service public.

Ainsi nous préparerons d'autres victoires.